UNIVERSITÉ DE MONCTON

Évaluation des programmes en biologie

Avis du Vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche au Comité conjoint de la planification

1. Introduction

Les 9 et 10 janvier 2018, les professeurs Richard Cloutier, de l'Université du Québec à Rimouski, et Philippe Archambault, de l'Université Laval, visitaient le campus de Moncton en tant qu'évaluateurs externes afin d'examiner les programmes en biologie et de donner leur avis au sujet de ces programmes. Les professeurs Cloutier et Archambault ont remis leur rapport d'évaluation le 28 septembre 2018.

Comme prévu dans la politique d'évaluation des programmes, l'UARD de biologie, le doyen de la Faculté des sciences ainsi que le doyen de la Faculté des études supérieures et de la recherche (FESR) ont eu l'occasion de réagir au rapport de l'équipe d'évaluation. Leurs rapports datent du 5 novembre 2018, du 6 novembre 2018 et du 2 novembre 2018 respectivement.

À la suite de l'étude du rapport d'autoévaluation préparé par l'UARD de biologie, du rapport de l'équipe d'évaluation externe Cloutier et Archambault et des réactions du décanat de la Faculté des sciences, du décanat de la FESR et de l'UARD de biologie à ce rapport, le Vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche présente au Comité conjoint de la planification son rapport d'évaluation des programmes en biologie.

2. Réponse au mandat d'évaluation

Dans son ensemble, le rapport des évaluateurs externes est très positif. Ils notent que l'UARD a une « vision très claire » et un corps professoral « pleinement investi dans la réalisation de la vision et de l'atteinte des objectifs des programmes de biologie ». Ils considèrent la qualité des publications comme étant « de très haut niveau » et le réseautage des chercheurs comme étant « très bien constitué, dynamique et productif ». Ils offrent aussi à l'UARD des pistes de réflexion pertinentes pour améliorer la qualité de ses programmes.

2.1 Le contenu du programme et son évolution

Les évaluateurs externes notent que « la clientèle est presque exclusivement limitée à la population acadienne » (1.1). Ils suggèrent de faire un effort de recrutement dans la Francophonie en général. Dans sa réplique, le doyen de la Faculté des sciences affirme que « la Faculté travaillera en collaboration avec le Bureau de recrutement de l'Université de Moncton pour augmenter le recrutement dans la Francophonie ». L'UARD précise que 6 des 13 étudiantes et étudiants à la maîtrise proviennent d'institutions hors province.

L'équipe d'évaluation mentionne aussi la pertinence d'offrir des cours d'été intensifs d'une semaine pour les élèves ou les enseignants et enseignantes des écoles secondaires afin

d'améliorer la promotion des programmes de biologie (2.2). Le doyen de la Faculté indique que « la Faculté appuiera l'unité dans ses efforts dans cette direction ».

Recommandation 1

Que l'UARD de biologie étudie la possibilité d'offrir des cours d'été intensifs pour améliorer la promotion des programmes de biologie.

Les évaluateurs externes notent que les étudiants et étudiantes aimeraient avoir plus de cours de terrain au début du programme (5.2). Dans sa réplique, l'UARD indique que tous les cours avancés du volet écologique ont des sorties sur le terrain (p. 2).

L'équipe d'évaluation note que « des membres de l'UMCS et de l'UMCE aimeraient avoir une plus grande collaboration avec le corps professoral de l'UMCM » (1.1f). Des rencontres du corps professoral et de la population étudiante de l'UARD pourraient avoir lieu une fois par an ou une fois aux deux ans. La co-supervision d'étudiantes et étudiants gradués offre une autre possibilité de collaboration entre les trois constituantes. Le doyen de la Faculté des sciences affirme que « la Faculté incite l'unité à se pencher sur cet aspect et lui accordera son appui », soulignant que les subventions de collaboration intercampus de la FESR aideront à opérationnaliser la collaboration. L'UARD est d'accord qu'il est pertinent d'organiser des rencontres des membres des trois campus et de favoriser la co-supervision par les professeurs et professeures qui sont membres de l'Assemblée de la FESR. Les professeurs et professeures de l'UMCE et de l'UMCS seront intégrés sur la page web du Département de biologie.

Recommandation 2

Que le président de l'UARD de biologie organise des rencontres de ses membres des trois campus au moins une fois par an pour favoriser la collaboration.

Les étudiantes et étudiants de 1er cycle sont généralement bien préparés pour la poursuite d'études de 2e cycle en biologie. Les évaluateurs externes notent que « la seule faiblesse importante se trouve au niveau de l'enseignement des biostatistiques et des méthodes d'analyses quantitatives (ex. : géomatique) (2.1). Ils soulignent qu'« il est obligatoire d'améliorer l'enseignement des biostatistiques en utilisant une plateforme de programmation R afin de donner aux étudiantes et étudiants en biologie une meilleure formation ». Ils affirment que « la manipulation et l'analyse de larges bases de données devient une priorité dans plusieurs disciplines de la biologie (que ce soit l'écologie animale et végétale, la biologie moléculaire, la géomatique) » (2.3). Ils considèrent que « l'enseignement de la géomatique (utilisant entre autres ArcGIS) serait un atout très considérable » (2.1). L'UARD indique que les biostatistiques et l'écologie végétale « pourraient être jumelées assez facilement dans une offre d'emploi (poste régulier menant à la permanence) » (p. 4).

L'équipe d'évaluation mentionne que la population étudiante ainsi que les employeurs trouvent « qu'il serait important d'offrir plus de cours relatifs aux sciences marines, incluant la biologie marine » (2.1). Le corps professoral et les étudiantes et étudiants trouvent qu'il est pertinent « d'offrir un cours obligatoire de microbiologie » (2.1). L'UARD note que le Comité de premier cycle se penche déjà sur le retour du cours de microbiologie à la liste des cours obligatoires (p. 5).

Recommandation 3

Que l'UARD de biologie étudie la pertinence d'offrir un cours obligatoire de microbiologie et plus de cours relatifs aux sciences marines, incluant la biologie marine.

2.2 La direction et les ressources professorales

Les évaluateurs externes affirment que « le département devrait déjà développer un plan stratégique pour le remplacement des professeurs qui partiront à la retraite au cours des prochaines années (3.2). L'UARD comprend 4 professeures et 12 professeurs, qui sont distribués sur les trois campus comme suit : 10 à l'UMCM, 5 à l'UMCS et 1 à l'UMCE. Aucune professeure ne se trouve à l'UMCM. En ce qui concerne les ressources professorales à l'UMCE, le doyen de la Faculté explique que « l'UMCE n'offre véritablement que la première année des programmes de biologie » ainsi que les cours de biologie de 2e année, exigés par les programmes de sciences de la santé et de science infirmière.

L'équipe d'évaluation souligne la nécessité de combler une lacune en biostatistiques (4.1). Ils notent aussi un manque de compétences en écologie végétale. Ils recommandent la nomination préférentielle d'une professeure. Le doyen de la Faculté affirme que la Faculté appuie ces recommandations et « travaillera avec le Département de biologie sur leur implantation ».

Recommandation 4

Que l'UARD de biologie, de concert avec les décanats des études de l'UMCE et de l'UMCS et le décanat de la Faculté des sciences, élabore un plan stratégique pour le remplacement éventuel de professeurs qui partent à la retraite permettant d'une part, de développer un volet en biostatistiques et en écologie végétale, et d'autre part, d'augmenter la représentation féminine au sein de l'unité.

Les évaluateurs externes constatent que l'UARD a vu une augmentation dans le nombre de publications scientifiques et de subventions d'organismes tels que le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG) et la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI), la productivité scientifique de l'UARD étant directement liée à ce financement (4.2).

2.3 L'enseignement et les conditions associées

L'équipe d'évaluation recommande d'explorer la possibilité d'augmenter le quota du nombre de bourses disponibles pour les étudiantes et étudiants de 1er cycle auprès du CRSNG (5.1c). Le doyen de la FESR note qu'il n'y a pas de quota par unité. Il souligne que « la FESR milite auprès du CRSNG pour un plus grand nombre de bourses de premier cycle ».

Les évaluateurs externes notent que les laboratoires d'enseignement ne peuvent pas servir comme laboratoires de recherche sauf pendant la période estivale quand il n'y a pas de cours (5.1c). Ils observent qu'il y aurait « un gain en espace si l'entrepôt (B-017) était utilisé

adéquatement » (6.1). Le doyen de la Faculté mentionne que la Faculté envisage de « trouver une solution très prochainement ».

Les évaluateurs soulèvent plusieurs autres points liés à l'enseignement qui sont repris dans les sections qui suivent. Ils seront commentés ci-dessous.

2.4 Les résultats d'apprentissage et leurs atteintes

Les évaluateurs externes sont satisfaits de la clarté et de la pertinence des résultats escomptés en matière d'apprentissage pour les étudiantes et étudiants de 1er cycle. Toutefois, ils remarquent « qu'il y a un manque de clarté en ce qui concerne les attentes face à la rédaction du devis de maîtrise ainsi que de la soutenance du mémoire (qui n'est pas à confondre avec une soutenance de thèse » (7). Ils recommandent le développement d'un guide pour standardiser l'évaluation de la soutenance du mémoire (5.1b). Il s'agirait d'un « court document visant à préciser les attentes du devis qui serait distribué à la fois aux professeurs et aux étudiantes et étudiants de 2e cycle ». L'équipe d'évaluation recommande aussi que les mémoires rédigés sous forme d'article se limitent à un seul article afin de réduire la durée de la maîtrise. Le doyen de la FESR « encourage l'unité à se pencher sur ces questions ». L'UARD note que « les membres du Comité des études supérieures travaillent présentement à la rédaction du document demandé » (p. 6).

Recommandation 5

Que le Comité des études supérieures en biologie mette un guide à la disposition de tous les membres du corps professoral et des étudiantes et étudiants gradués en biologie afin d'uniformiser les attentes quant à la durée de la maîtrise et de l'ampleur du mémoire.

Les évaluateurs externes affirment qu'il « serait pertinent de varier les approches pédagogiques pour certains cours » en ayant recours à l'apprentissage par problèmes (APP) ou la pédagogie inversée (8). Ils soulignent que ces approches exigent des salles de classe adéquates qu'il serait important de rendre disponibles (5.1a). L'UARD note qu'« un bon nombre de nos cours de premier cycle utilisent depuis des plusieurs années l'APP ou la pédagogie inversée comme outils de formation » (p. 5). En ce qui concerne les cours à grands effectifs, le doyen de la Faculté indique que la Faculté examinera « la possibilité de créer une salle adaptée qui pourrait accommoder un grand nombre d'étudiantes et d'étudiants ».

Les évaluateurs mentionnent que les étudiants et étudiantes aimeraient « avoir une section de commentaires lors de l'évaluation de l'enseignement des professeurs » ainsi qu'un « retour sur l'évaluation de l'enseignement » (9).

2.5 L'appui aux étudiantes et aux étudiants

L'équipe d'évaluation constate que les membres du corps professoral ont une « excellente relation » avec les étudiants et étudiantes et que le personnel de la bibliothèque offre un « appui exemplaire » (10 et 11). Dans sa réplique, le doyen de la Faculté des sciences remercie et félicite le personnel de la bibliothèque pour « leur excellent travail ».

Les évaluateurs externes considèrent la promotion du programme COOP auprès des étudiantes et étudiants comme étant inadéquate, malgré les nombreuses démarches prises par l'UARD et par le Bureau de l'enseignement coopératif (ex. affiches, kiosques d'information, présentations, page Facebook). L'UARD note qu'entre 3 et 6 étudiants et étudiants font des stages COOP chaque année (Rapport de l'UARD, p. 6).

Les évaluateurs affirment qu'« un lien spécifique pour le développement du programme COOP doit être concrétisé avec le Ministère de Pêches et Océans de la région de Moncton » (4.3).

2.6 La R-D-C et sa contribution

Entre 2012 et 2017, les membres du corps professoral ont publié 168 articles scientifiques dans des revues avec comités de lecture (4.2). Les évaluateurs externes affirment que les activités de R-D-C « contribuent grandement à la qualité des programmes de biologie » (12). Ils notent la visibilité du programme dans les médias grâce aux résultats des activités de R-D-C.

2.7 Les programmes et le milieu

Les évaluateurs externes soulignent qu'à la suite de l'exercice de planification académique, les programmes de 1er et de 2e cycle en biologie font partie des programmes institutionnels jugés comme étant « prioritaires ». Ce jugement s'appuie, en partie, sur les inscriptions. Dans la Faculté des sciences, les programmes en biologie sont les programmes les plus fréquentés au 1er et au 2e cycle. De tous les programmes combinés B.Sc.-B.Ed., celui avec concentration en biologie est le plus fréquenté. Les évaluateurs notent que la biologie s'applique à de nombreux domaines tels que « la médecine, l'agronomie, l'écologie, l'océanographie, la foresterie, l'aquaculture, l'environnement, etc. » (14).

Recommandations

Recommandation 1

Que l'UARD de biologie étudie la possibilité d'offrir des cours d'été intensifs pour améliorer la promotion des programmes de biologie.

Recommandation 2

Que le président de l'UARD de biologie organise des rencontres de ses membres des trois campus au moins une fois par an pour favoriser la collaboration.

Recommandation 3

Que l'UARD de biologie étudie la pertinence d'offrir un cours obligatoire de microbiologie et plus de cours relatifs aux sciences marines, incluant la biologie marine.

Recommandation 4

Que l'UARD de biologie, de concert avec les décanats des études de l'UMCE et de l'UMCS et le décanat de la Faculté des sciences, élabore un plan stratégique pour le remplacement éventuel de professeurs qui partent à la retraite permettant d'une part, de développer un volet en biostatistiques et en écologie végétale, et d'autre part, d'augmenter la représentation féminine au sein de l'unité.

Recommandation 5

Que le Comité des études supérieures en biologie mette un guide à la disposition de tous les membres du corps professoral et des étudiantes et étudiants gradués en biologie afin d'uniformiser les attentes quant à la durée de la maîtrise et de l'ampleur du mémoire.

Tableau des inscriptions et des diplômées et diplômés des programmes en biologie

INSCRIPTIONS								DIPLÔMÉES/DIPLÔMÉS							
Programme	**2012-2013***	**2013-2014***	**2014-2015***	**2015-2016***	**2016-2017***	**2017-2018**	**2018-2019**	**2011-2012***	**2012-2013***	**2013-2014***	**2014-2015***	**2015-2016***	**2016-2017***	**2017-2018**	**2018-2019**
Biologie (spécialisation)	36	39	34	26	26	29	36	6	5	5	9	0	1	3	5
Biologie (spécialisation – régime coopératif)	3	5	4	5	4	3	4	1	0	0	2	1	1	2	3
Biologie (majeure)	8	19	11	20	23	27	21	3	1	3	3	5	0	7	3
Biologie (majeure - régime coopératif)	1	0	1	1	2	3	3	0	0	1	0	0	0	0	1
Biologie (Maîtrise)	9	7	11	16	13	14	12	3	5	0	3	2	1	7	2
Biologie (Mineure M.SC)	32	32	18	14	16	17	11	-	-	-	-	-	-	-	-

***** Années retrouvées dans les statistiques fournies par le VRAEAP.

Source : Registrariat (U de M)

D7

CGV-191207

RECOMMANDATIONS DU COMITÉ CONJOINT DE LA PLANIFICATION

Recommandation 1

Que l'Unité académique réseau de la discipline (UARD) de biologie étudie la possibilité d'offrir des cours d'été intensifs pour améliorer la promotion des programmes de biologie.

Recommandation 2

Que le président de l'Unité académique réseau de la discipline (UARD) de biologie organise des rencontres de ses membres des trois campus au moins une fois par année pour favoriser la collaboration.

Recommandation 3

Que l'Unité académique réseau de la discipline (UARD) de biologie étudie la pertinence d'offrir un cours obligatoire de microbiologie et plus de cours relatifs aux sciences marines, incluant la biologie marine.

Recommandation 4

Que l'Unité académique réseau de la discipline (UARD) de biologie, de concert avec les décanats des études du Campus d'Edmundston (UMCE) et de du Campus de Shippagan (UMCS) et le décanat de la Faculté des sciences, élabore un plan stratégique pour le remplacement éventuel de professeurs qui partent à la retraite permettant d'une part, de développer un volet en biostatistiques et en écologie végétale, et d'autre part, d'augmenter la représentation féminine au sein de l'unité.

Recommandation 5

Que le Comité des études supérieures en biologie mette un guide à la disposition de tous les membres du corps professoral et des étudiantes et étudiants diplômés en biologie afin d'uniformiser les attentes quant à la durée de la maîtrise et de l'ampleur du mémoire.

UNIVERSITÉ DE MONCTON

Évaluation des programmes en droit

Avis du Vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche au Comité conjoint de la planification

1. Introduction

Les 25 et 26 janvier 2018, le professeur Jean-Guy Belley, de l'Université McGill, et la professeure Marie-Ève Sylvestre, de l'Université d'Ottawa, visitaient le campus de Moncton en tant qu'évaluateurs externes afin d'examiner les programmes de droit, *Juris Doctor* (J.D.) et les programmes combinés de 2e cycle *Juris Doctor*-Maîtrise en administration des affaires (J.D.-M.B.A.), *Juris Doctor*-Maîtrise en administration publique (J.D.-M.A.P.) et *Juris Doctor*-Maîtrise en études de l'environnement (J.D.-M.É.E.) et de donner leur avis au sujet de ces programmes. Ils ont remis leur rapport d'évaluation le 12 juin 2018.

Comme prévu dans la politique d'évaluation des programmes, le doyen de la Faculté des études supérieures et de la recherche (FESR) ainsi que le doyen de la Faculté de droit, ont eu l'occasion de réagir au rapport de l'équipe d'évaluation. Leurs rapports datent du 17 août 2018 et du 23 novembre 2018 respectivement.

À la suite de l'étude du rapport d'autoévaluation préparé par les membres de la Faculté de droit, du rapport de l'équipe d'évaluation externe Belley et Sylvestre et des réactions du décanat de la Faculté de droit et du décanat de la FESR à ce rapport, le Vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche présente au Comité conjoint de la planification son rapport d'évaluation des programmes de droit.

2. Réponse au mandat d'évaluation

Dans leur rapport, les évaluateurs externes soutiennent que « le programme de J.D. requiert une rénovation scientifique et pédagogique importante » (p. 9). Ils notent que « ce programme n'a pas connu d'évolution significative depuis sa création il y a quarante ans ». À leur avis, le programme serait caractérisé par une survalorisation de l'analyse formaliste et exégétique du droit commun au détriment des approches moins traditionnelles (téléologiques, contextuelles, critiques, interdisciplinaires) qui ont beaucoup gagné en importance au cours des dernières décennies, non seulement dans la recherche juridique universitaire, mais aussi dans l'élaboration et l'application de la législation, dans la jurisprudence et dans la pratique professionnelle du droit » (p. 9). Dans leur conclusion, ils affirment qu'« il appartient maintenant au corps professoral de la Faculté de droit et aux instances compétentes de l'Université de Moncton de s'engager résolument dans la voie de cette rénovation nécessaire, en retrouvant le dynamisme collectif et institutionnel qui a fait toute la différence en 1978 » (p. 23).

Le doyen de la Faculté est généralement d'accord : « Dans l'ensemble, ces recommandations nous apparaissent tout à fait pertinentes et cohérentes, et elles cadrent tout à fait avec la direction générale que nous souhaitons conduire la Faculté au cours des cinq prochaines années » (p. 2).

2.1 Le contenu du programme et son évolution

Les évaluateurs externes proposent une reconfiguration des cours de 6 crédits. Plus précisément, ils recommandent que les cours DROI1012 *Les obligations contractuelles*, DROI1017 *Droit des biens* et DROI1223 *La responsabilité délictuelle* soient transformés en cours de 3 crédits et que le cours DROI1046 *Introduction au droit* soit scindé en deux (p. 17). Le doyen de la Faculté appuie ces recommandations qui permettront de « diversifier la somme de notions élémentaires à la compréhension du droit enseignées aux étudiantes et aux étudiants » (p. 3).

L'équipe d'évaluation recommande aussi que « le corps professoral procède à une révision complète des cours obligatoires et optionnels et que soit considérée la possibilité de rendre obligatoire le cours de droit linguistique » (p. 19). Le doyen de la Faculté appuie ces recommandations. À son avis, « il est grand temps » que le cours de droits linguistiques ainsi que le cours de droits autochtones deviennent obligatoires (p. 3).

Recommandation 1

Que la Faculté de droit procède à une restructuration des cours de première année.

Recommandation 2

Que la Faculté de droit procède à une révision complète des cours obligatoires et optionnels.

2.2 La direction et les ressources professorales

Les évaluateurs externes affirment que « toute augmentation de ressources professorales et/ou budgétaires dont pourrait bénéficier la Faculté de droit à court ou moyen terme devrait être consacrée à l'amélioration des programmes existants, en particulier le programme de J.D. pour les étudiant.e.s réguliers, plutôt qu'au développement de programmes nouveaux » (p. 5).

La Faculté de droit comprend 10 professeures et professeurs réguliers dont 3 sont titulaires de doctorats, une professeure temporaire ainsi que le doyen (p. 13 de l'Autoévaluation).

La Bibliothèque de droit Michel-Bastarache comprend 4 employées, y compris une bibliothécaire chef de service, une technicienne en documentation, une aide-bibliotechnicienne et une préposée aux prêts (p. 27). Le Centre de traduction et de terminologie juridiques (CTTJ), créé en 1979, est formé d'une équipe d'employés permanents ainsi qu'un réseau de contractuels.

2.3 L'enseignement et les conditions associées

Dans son Rapport d'autoévaluation, la Faculté de droit démontre que les frais de scolarité de ses étudiants et étudiantes sont nettement inférieurs à ceux des autres facultés de *common law* au Canada et près de la moitié des frais de la Faculté de droit de UNB.

L'équipe d'évaluation trouve qu'il est regrettable que les membres du corps professoral soient obligés de donner un nombre élevé de cours différents sur une courte période de temps, par exemple « sept ou huit cours différents sur une période de trois ou quatre ans » (p. 18). Le doyen de la Faculté note que « l'élimination des cours de 6 crédits et un réaménagement des cours optionnels » permettront à la Faculté de limiter le roulement des cours enseignés (p. 3).

Dans son Rapport d'autoévaluation, la Faculté de droit explique que les cours sont généralement donnés « sous forme magistrale » avec des lectures obligatoires (p. 21). Il existe aussi des séminaires, des cours de recherche et des cours pratiques (ex. simulations, résolution de problèmes et exercices pratiques) (p. 22).

Les étudiants et étudiantes de troisième année doivent rédiger un mémoire de recherche. Le corps professoral se partage la supervision d'une trentaine de mémoires chaque année (p. 22). Les évaluateurs externes recommandent que le mémoire obligatoire soit remplacé par un cours optionnel de lectures dirigées ou de recherche et rédaction, étant donné que les autres cours « incluent souvent l'obligation de rédiger des travaux plus ou moins élaborés » (p. 22). Le doyen de la Faculté indique que le corps professoral ne voudrait pas abroger le mémoire mais propose plutôt de le rattacher à « un cours jugé pertinent, en fonction de l'objet d'étude choisi par l'étudiante ou l'étudiant » (p. 3). « Cela nous permettra, d'une part, un encadrement plus cohérent et structuré, et, d'autres part, d'attribuer à un autre cours les trois crédits obligatoires qui lui sont présentement rattachés » (p. 3).

La Faculté offre à la population étudiante la possibilité de suivre deux cours spécialisés de plaidoirie et de participer à des compétitions de plaidoirie régionales ou nationales. Elle offre un nombre grandissant de cours de mentorat orientés vers une formation pratique auprès de certains tribunaux. À l'avis des évaluateurs externes, des activités de type « clinique » (droit de la famille, droit criminel, droits des enfants, droit de l'immigration, droits linguistiques) et des stages pratiques pourraient être envisagés (p. 28).

Recommandation 3

Que la Faculté de droit examine la possibilité d'offrir le mémoire de recherche dans le cadre d'un cours.

2.4 Les résultats d'apprentissage et leurs atteintes

Les évaluateurs externes recommandent que le corps professoral adopte « une matrice indiquant les différentes dimensions de l'esprit juridique contemporain que tous les cours de la première année devront contribuer à développer » (p. 17). Ils suggèrent de repenser la première année en cassant « le moule du classicisme juridique » :

> « Le défi n'est pas seulement d'introduire à la connaissance substantive de nouvelles matières de droit positif : le droit administratif, le droit économique, le droit social, le droit

> supranational… Il importe plus fondamentalement de faire comprendre la diversité des rationalités juridiques, des méthodes de production et d'application du droit, des services professionnels et des habiletés qui vont de pair avec la coexistence des règles de droit classiques et contemporaines. En d'autres termes, la première année du programme doit conserver sa finalité primordiale de former l'esprit juridique des étudiant.e.s, mais elle doit le faire à travers une plus grande ouverture à la diversité du droit positif et en reflétant beaucoup mieux la complexité de la science juridique contemporaine et des spécialisations actuelles de la pratique professionnelle du droit. […] Il faut s'assurer que la culture contemporaine du droit imprègne fortement les cours de la première année parce qu'ils ont une influence structurante et durable sur l'esprit juridique qu'auront développé les étudiant.e.s du J.D. et qu'ils conserveront encore quand tout le reste aura été oublié. » (p. 14).

Les évaluateurs externes recommandent « que la réflexion sur le curriculum au sein du corps professoral s'accompagne d'une réflexion sur le sens et la portée de la formation pratique et que celle-ci soit davantage intégrée aux cours obligatoires et optionnels offerts aux étudiant.e.s » (p. 21). Le doyen de la Faculté note que cette réflexion est déjà entamée, le doyen ayant invité à y participer « divers intervenants de la communauté universitaire et juridique (étudiantes et étudiants, diplômées et diplômés, avocates et avocats, juges, membres du Barreau, doyens de facultés de droit au Canada, Fédération des ordres professionnels de juristes…) ».

Recommandation 4

Que la Faculté de droit adopte une matrice indiquant les différentes dimensions de l'esprit juridique contemporain que tous les cours de la première année devront contribuer à développer afin de mieux refléter la diversité du droit positif, la complexité de la science juridique contemporaine et les spécialisations actuelles de la pratique professionnelle du droit.

Les évaluateurs externes recommandent « que le régime de promotion par matière plutôt que par année soit intégralement appliqué aussi bien pour les cours de la première année que pour les autres cours du programme » (p. 22). Ils notent « qu'un comité interne a reçu le mandat de s'interroger sur l'opportunité d'abroger la règle actuelle qui impose la reprise de tous les cours de la première année aux étudiant.e.s dont la moyenne cumulative est inférieure au minimum fixé » (p. 22). Ils soulignent que « l'ajout d'une « pénalité » supplémentaire consistant à devoir reprendre même les cours réussis est une mesure ancienne qui a été abandonnée dans plusieurs facultés de droit au pays » (p. 22).

Recommandation 5

Que la Faculté de droit examine la pertinence du régime de promotion par année.

2.5 L'appui aux étudiantes et aux étudiants

La Bibliothèque de droit Michel-Bastarache met à la disposition de la population étudiante des outils de recherche qui sont présentés dans le cadre du cours DROI1046 *Introduction au droit* (p. 24 de l'Autoévaluation) et lors de séances de formation. Les services d'appui à la rédaction sont offerts par le Centre d'aide en français (CAF), par le Centre de traduction et de terminologie juridiques (CTTJ), et par la Bibliothèque de droit Michel-Bastarache (p. 24). Les personnes étudiantes bénéficient également de services de tutorat (p. 25).

Les évaluateurs externes notent que les étudiantes et étudiants des programmes combinés de 2e cycle « ont indiqué s'être souvent sentis isolés lors de leur arrivée dans la faculté d'accueil et peu soutenus tout au long de leur parcours » (p. 6). Ils affirment que l'absence de soutien et d'intégration pourrait mener au désistement de certaines personnes étudiantes. Le doyen de la FESR indique que « la FESR est disposée de collaborer avec les unités impliquées dans l'offre de ces programmes pour mieux les promouvoir et assurer une meilleure intégration de leurs étudiantes et étudiants ». Le doyen de la Faculté note qu'il entend « entamer personnellement des démarches allant dans ce sens ».

Le doyen de la Faculté observe que les consultations auprès de la population étudiante, recommandées par les évaluateurs externes, « sur la création de nouvelles opportunités pratiques de réseautage, de mentorat et de service à la collectivité dans le cadre du programme de J.D. » ont déjà eu lieu (p. 21). Il mentionne qu'un « nombre record d'activités de réseautage ont eu lieu à la Faculté » à la session d'automne 2018.

2.6 La R-D-C et sa contribution

Au pavillon Adrien-J.-Cormier se trouvent la Bibliothèque de droit Michel-Bastarache dont la collection comprend environ 108 500 documents (p. 27) ainsi que deux centres de recherche : le Centre de traduction et de terminologie juridiques (CTTJ), créé en 1979, qui est formé d'une équipe d'employés permanents ainsi qu'un réseau de contractuels, et l'Observatoire international des droits linguistiques, créé en 2010, qui a comme mandat de contribuer à la formation et à la recherche en matière des droits linguistiques dans les programmes de droit. Ces centres constituent des « ressources exceptionnelles qui contribuent à la renommée de la Faculté » (p. 26).

2.7 Les programmes et le milieu

Les évaluateurs externes notent que le baccalauréat en *common law* offert uniquement en français contribue « directement au développement d'une communauté juridique et d'affaires francophone au Nouveau-Brunswick et au Canada, ainsi qu'à l'essor de la *common law* en français dans le monde, notamment par le biais de son réputé *Centre de traduction et de terminologie juridiques* (CTTJ) » (p. 7). Ils recommandent « que le programme de J.D. soit maintenu et son développement, soutenu » (p. 7).

La Faculté de droit compte quelque 1 000 diplômées et diplômés, « admis à tous les barreaux au pays qui occupent des positions de leadership dans les domaines politique, économique, culturel et social – y compris deux premiers ministres provinciaux, des juges dans presque toutes les provinces canadiennes, des diplomates, chefs d'entreprise, etc. » (p. 5 de l'Autoévaluation). En 2015-2016, la Faculté de droit conclut une « série d'ententes avec des organismes et universités francophones en milieu minoritaire » en Saskatchewan, au Manitoba, en Ontario, en Nouvelle-Écosse et dans l'Île-du-Prince-Édouard (p. 4 de l'Autoévaluation).

Dans le rapport intitulé *Planification académique de l'Université de Moncton* du Comité conjoint de la planification déposé au Conseil des gouverneurs le 10 décembre 2016, on note que les programmes combinés de 2e cycle *Juris Doctor*-Maîtrise en administration des affaires (J.D.-M.B.A.), *Juris Doctor*-Maîtrise en administration publique (J.D.-M.A.P.) et *Juris Doctor*-Maîtrise en études de l'environnement (J.D.-M.É.E.) « n'ont jamais vraiment pris leur envol » et devraient être abolis ou redéfinis (p. 30). Quoiqu'ils n'occasionnent aucun coût, « l'Université n'a aucun intérêt à maintenir des programmes qui, visiblement, n'ont suscité aucun intérêt depuis leur création. Ces trois programmes doivent être abolis à moins que la Faculté de droit, la FESR et les facultés partenaires aient des idées précises sur les façons de les rendre pertinents » (p. 30). Les évaluateurs externes soulignent la pertinence sociale et la qualité scientifique des trois programmes combinés de 2e cycle et recommandent leur maintien.

Recommandation 6

Que la Faculté de droit identifie et adopte des mesures concrètes (ex. la redéfinition des programmes) visant à augmenter les inscriptions dans les programmes combinés de 2e cycle (J.D.-M.B.A., J.D.-M.A.P., J.D.-M.É.E.) et que l'impact de ces mesures soit évalué dans trois ans.

Recommandations

Recommandation 1

Que la Faculté de droit procède à une restructuration des cours de première année.

Recommandation 2

Que la Faculté de droit procède à une révision complète des cours obligatoires et optionnels.

Recommandation 3

Que la Faculté de droit examine la possibilité d'offrir le mémoire de recherche dans le cadre d'un cours.

Recommandation 4

Que la Faculté de droit adopte une matrice indiquant les différentes dimensions de l'esprit juridique contemporain que tous les cours de la première année devront contribuer à développer afin de mieux refléter la diversité du droit positif, la complexité de la science juridique contemporaine et les spécialisations actuelles de la pratique professionnelle du droit.

Recommandation 5

Que la Faculté de droit examine la pertinence du régime de promotion par année.

Recommandation 6

Que la Faculté de droit identifie et adopte des mesures concrètes (ex. la redéfinition des programmes) visant à augmenter les inscriptions dans les programmes combinés de 2^{e} cycle (J.D.-M.B.A., J.D.-M.A.P., J.D.-M.É.E.) et que l'impact de ces mesures soit évalué dans trois ans.

Tableau des inscriptions et des diplômées et diplômés des programmes en droit

	INSCRIPTIONS							DIPLÔMÉES/DIPLÔMÉS							
Programme	**2012-2013 ***	**2013-2014 ***	**2014-2015 ***	**2015-2016 ***	**2016-2017 ***	**2017-2018**	**2018-2019**	**2011-2012 ***	**2012-2013 ***	**2013-2014 ***	**2014-2015 ***	**2015-2016 ***	**2016-2017**	**2017-2018**	**2018-2019**
Droit								20							
Droit (MAP)								1							
Droit (MBA)								0							
Droit (MÉÉ)								0							
Juris Doctor	99	100	118	118	120	121	121	20	39	24	28	33	39	32	42
Juris Doctor (temps partiel)	0	0	0	1	1	2	2								
JD (MAP)	2	0	0	0	0	0	0	1	2	0	0	0	0	0	0
JD (MBA)	4	2	3	3	2	2	1	0	0	0	1	1	0	0	0
JD (MEE)	2	1	1	1	3	1	2	0	1	0	0	0	1	0	0

*** Années retrouvées dans le rapport d'autoévaluation.**

Source : Registrariat (U de M)

D16

CGV-191207

RECOMMANDATIONS DU COMITÉ CONJOINT DE LA PLANIFICATION

Recommandation 1

Que la Faculté de droit procède à une restructuration des cours de première année.

Recommandation 2

Que la Faculté de droit procède à une révision complète des cours obligatoires et optionnels.

Recommandation 3

Que la Faculté de droit examine la possibilité d'offrir le mémoire de recherche dans le cadre d'un cours.

Recommandation 4

Que la Faculté de droit adopte une matrice indiquant les différentes dimensions de l'esprit juridique contemporain que tous les cours de la première année devront contribuer à développer afin de mieux refléter la diversité du droit positif, la complexité de la science juridique contemporaine et les spécialisations actuelles de la pratique professionnelle du droit.

Recommandation 5

Que la Faculté de droit examine la pertinence du régime de promotion par année.

Recommandation 6

Que la Faculté de droit et les facultés partenaires identifient et adoptent d'ici un an des mesures concrètes (ex. la redéfinition des programmes) visant à augmenter les inscriptions dans les programmes combinés de 2^{e} cycle (J.D.-M.B.A., J.D.-M.A.P., J.D.-M.É.E.) et que l'impact de ces mesures soit évalué dans trois ans.

UNIVERSITÉ DE MONCTON

Évaluation du programme de maîtrise ès arts en travail social

Avis du Vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche au Comité conjoint de la planification

1. Introduction

Du 13 au 16 mars 2018, la professeure Louise Carignan, de l'Université du Québec à Chicoutimi, et la professeure Ginette Berteau, de l'Université du Québec à Montréal, visitaient le campus de Moncton en tant qu'évaluatrices externes de l'*Association canadienne pour la formation en travail social (ACFTS)* afin d'examiner le programme de maîtrise ès arts en travail social et de donner leur avis sur le renouvellement de son agrément qui datait de 2011. Elles ont remis leur rapport d'évaluation le 27 avril 2018.

La décision de la Commission d'agrément (COA) de la *Canadian Association for Social Work Education – Association canadienne pour la formation du travail social (CASWE-ACFTS)* a été communiquée au recteur et vice-chancelier par intérim Jacques Paul Couturier le 19 juin 2018. La Commission d'agrément a accordé un **renouvellement de l'agrément avec conditions** pour une période de quatre ans allant du 1er juillet 2018 **au 30 juin 2022**.

Comme prévu dans la politique d'évaluation des programmes, l'École de travail social, le doyen de la Faculté des études supérieures et de la recherche (FESR) ainsi que le doyen de la Faculté des arts et des sciences sociales (FASS), ont eu l'occasion de réagir au rapport de l'équipe d'évaluation. Leurs rapports datent du 19 octobre 2018, du 2 novembre 2018 et du 6 novembre 2018 respectivement.

À la suite de l'étude du rapport d'autoévaluation préparé par les membres de l'École de travail social, du rapport de l'équipe d'évaluation externe Carignan et Berteau et des réactions de l'École, du décanat de la FESR et du décanat de la FASS à ce rapport, le Vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche présente au Comité conjoint de la planification son rapport d'évaluation du programme de maîtrise ès arts en travail social.

2. Réponse au mandat d'évaluation

Lorsque les évaluatrices externes sont venues en 2017-2018, l'École de travail social offrait un baccalauréat en travail social ainsi qu'un programme de maîtrise en travail social (avec mémoire de recherche). Ce dernier vient d'être transformé en programme de maîtrise ès arts (M.A.) en travail social exigeant une thèse avec jury. La décision de la Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (CESPM) d'approuver le programme modifié a été communiquée au recteur et vice-chancelier par intérim Jacques Paul Couturier le 29 mai 2019. **La maîtrise ès arts (M.A.) en travail social sera disponible à partir de juillet 2019**.

Le développement d'un nouveau programme de maîtrise de pratique spécialisée et mémoire/essai (M.T.S.) est actuellement en cours.

Dans leur rapport d'évaluation, les évaluatrices externes affirment qu'elles « ont été impressionnées par la qualité de la formation offerte aux étudiant(e)s de l'École de travail social de l'Université de Moncton » (p. 23). Elles notent « la qualité de présence, d'accessibilité et de disponibilité des professeur(e)s de l'École ». Elles se disent « en présence d'une unité de formation en travail social qui a beaucoup de valeur et qui a un beau rayonnement scientifique dans la communauté acadienne et francophone du Nouveau-Brunswick ».

Les évaluatrices externes ont évalué l'ancien programme de maîtrise qui vient d'être modifié, la nouvelle version ayant reçu l'approbation de la CESPM en mai 2019. Comme le souligne le doyen de la FASS, « très peu d'éléments concrets ne sont avancés concernant le programme de maîtrise lui-même (sa structure, sa banque de cours) qui devait faire l'objet de l'évaluation » (p. 1). Les évaluatrices externes se penchent plutôt sur des questions telles que les conditions de travail sous la Convention collective entre l'Université de Moncton et l'ABPPUM, les comités relevant du Sénat académique, les politiques de l'Université sur le milieu de travail respectueux, les ressources financières, la diversité du corps professoral, les services aux étudiants et étudiantes, etc. Par conséquent, aucune des recommandations n'est entièrement du ressort de l'École de travail social.

2.1 Le contenu du programme et son évolution

Dans leur rapport d'évaluation, les évaluatrices externes indiquent que « Actuellement, le programme de maîtrise en travail social offert est de très bonne qualité et la richesse du corps professoral laisse place à la diversité des thématiques pour les étudiant(e)s inscrit(e)s » (p. 6).

Elles notent que les étudiantes et étudiants font plus d'heures de stage que la norme : « L'École demande 525 heures en stage, donc les étudiant(e)s ont 75 heures de plus » (p. 19). En même temps, dans leur recommandation 4, elles recommandent « que l'équipe professorale avec les instances universitaires élargissent l'offre de cours optionnels à des domaines connexes pour donner une flexibilité aux étudiant(e)s et répondre à leurs intérêts d'études » (p. 25). Le doyen de la FESR indique que la FESR est d'accord avec cette recommandation (p. 2). Le doyen de la FASS encourage l'unité académique à « explorer les modalités de cette offre afin, par exemple, de s'assurer d'en maximiser l'équilibre global » (p. 2).

Recommandation 1

Que l'École de travail social explore les modalités de l'offre de cours optionnels et de stages afin d'optimiser l'utilisation des ressources.

L'équipe d'évaluation trouve la soutenance exigée tout à fait exceptionnelle : « Nous tenons à souligner qu'à notre connaissance que c'est la seule université au Canada qui exige une soutenance devant jury pour un diplôme de deuxième cycle en travail social. Il y aura tout un

travail à faire auprès des étudiant(e)s pour démystifier la notion de thèse avec jury ainsi qu'un service d'accompagnement pour les soutenir jusqu'à la complétion de leurs études » (p. 15).

2.2 La direction et les ressources professorales

Le doyen de la FASS note qu'une « large partie du rapport s'attache à des considérations qui sont certainement importantes, mais qui donnent parfois l'impression d'être désincarnées puisqu'elles sont avancées de manière unilatérale en s'en tenant à des grands principes et sans toujours tenir compte du contexte dans lequel œuvre l'unité académique. En fait, les conditions et recommandations se résument à demander plus » (p. 2).

Comme **condition 1** pour l'agrément, les évaluatrices externes demandent « qu'un dégrèvement alloué (3 crédits) soit maintenu pour le développement du programme de maîtrise modifié (maîtrise recherche avec thèse) et la création du nouveau programme de maîtrise (pratique spécialisée et mémoire/essai) » (p. 24). Le Comité d'études supérieures (CES) de l'École de travail social et l'Assemblée de l'École de travail social (AÉTS) trouvent que « cette condition est pertinente puisqu'elle permet de mener à bien les différents projets de l'École de travail social » (p. 1). Le doyen de la FASS rappelle que « le décanat a déjà accordé pour deux années consécutives un dégrèvement ponctuel additionnel à la direction adjointe de manière à pouvoir travailler aux modifications et aux développements des programmes de deuxième cycle » (p. 2). Il rappelle aussi que « les modalités de fonctionnement internes à l'Université ne prévoient pas de crédits de dégrèvement pour la gestion des programmes des cycles supérieurs » (p. 2). Toutefois, il se dit « disposé à poursuivre les discussions sur les mécanismes actuellement en place afin de maximiser leur efficacité » (p. 2).

Comme **condition 2** pour l'agrément, les évaluatrices externes demandent « que l'École procède à l'embauche d'une ressource professorale menant à la permanence dans les plus brefs délais pour actualiser la transition du programme recherche et mémoire à recherche et thèse avec jury et développer le programme de maîtrise de pratique spécialisée et mémoire/essai » (p. 24). Pour le doyen de la FESR, « il est clair qu'avec le nombre d'étudiantes et d'étudiants inscrits au programme actuel, la transformation du programme actuel à un programme avec thèse et le développement prévu d'un programme de maîtrise de type professionnel, des ressources importantes devront être allouées pour assurer un bon fonctionnement de ces programmes » (p. 1). À l'avis de l'École, le besoin n'est pas immédiat : « Les membres du CES et de l'AÉTS croient qu'il est possible d'actualiser la transition du programme de maîtrise recherche avec mémoire à un programme de maîtrise recherche avec thèse sans l'ajout d'une nouvelle ressource professorale. Ils pensent également que l'École peut commencer le travail administratif qu'exige le développement d'une nouvelle maîtrise, soit celle de pratiques spécialisées, sans avoir recours à une nouvelle ressource professorale » (p. 2). Ce sera au moment de la mise en œuvre de la nouvelle maîtrise de pratiques spécialisées « que le nombre d'inscriptions envisagées viendra justifier ces nouvelles ressources » (p. 2). Le doyen de la FASS note que « la situation sera étudiée

pour déterminer si le nombre d'inscriptions justifie éventuellement l'ajout d'une ressource additionnelle » (p. 2).

Les évaluatrices externes demandent aux instances universitaires de mieux soutenir les membres du corps professoral. La recommandation 2 veut que « les instances universitaires soutiennent de façon tangible les professeurs dans l'acquisition de leur doctorat et de leur titularisation en vue de l'obtention de subventions et de bourses plus généreuses pour leurs recherches » (p. 24). Le doyen de la FASS soutient que « des efforts sont déjà faits pour apporter un soutien aux professeures et professeurs à partir de mécanismes actuellement existants à l'Université de Moncton » (p. 2). Les membres du CES et de l'AÉTS notent qu'une professeure a obtenu son doctorat en septembre 2018 (p. 2).

La recommandation 3 veut « que les instances universitaires mettent en place des mécanismes d'encadrement pour soutenir les professeur(e)s à assurer un suivi plus étroit et systématique pour faciliter le cheminement aux études de maîtrise et favoriser la diplomation dans les délais plus courts » (p. 24-25). Le doyen de la FASS note que l'École a déjà fait des efforts pour mettre en place les mécanismes d'encadrement adéquats et « qu'un suivi plus serré des étudiantes et des étudiants est désormais fait » (p. 2).

Enfin, la recommandation 5 veut « que des efforts soient faits par les instances universitaires pour valoriser l'équipe professorale et pour avoir une meilleure reconnaissance scientifique au sein de la structure universitaire du programme de maîtrise pour l'obtention de bourses aux étudiant(e)s » (p. 25). Le doyen de la FASS note que « le décanat va continuer à valoriser le travail des professeures et professeurs et à soutenir l'offre d'un programme de maîtrise de type recherche (selon les paramètres du régime pédagogique de l'Université de Moncton) qui permettra aux étudiantes et aux étudiants d'avoir plus facilement accès à des bourses et à une reconnaissance au sein de l'Université du caractère scientifique des travaux qui sont faits » (p. 2).

2.3 L'enseignement et les conditions associées

La recommandation 1 veut « que les chargé(e)s de cours puissent bénéficier d'espaces adéquats pour travailler et rencontrer les étudiant(e)s en toute confidentialité » (p. 24). Le doyen de la FASS confirme que « le seul chargé de cours qui enseigne dans le programme de maîtrise dispose dans les faits de son propre bureau » (p. 2). Les membres du CES et de l'AÉTS notent que le seul chargé de cours « possède son propre bureau situé au 4e étage du Taillon » (p. 2).

2.4 Les résultats d'apprentissage et leurs atteintes

Les évaluatrices externes notent la durée du cheminement des étudiantes et étudiants : « Étant donné un certain taux d'abandon, la longueur des études à la maîtrise d'environ 5 années (incluant la propédeutique) et les propos d'étudiant(e)s rencontré(e)s, nous encourageons l'École à poursuivre ses efforts pour maintenir la qualité du programme et explorer des stratégies afin

de favoriser la complétion de la maîtrise dans les meilleurs délais » (p. 19). Les membres du CES et de l'AÉTS reconnaissent que « le temps de diplomation demeure un défi » (p. 3).

Recommandation 2

Que l'École de travail social explore de nouvelles stratégies afin de favoriser la complétion de la maîtrise dans les meilleurs délais et qu'elle étudie l'efficacité des stratégies déjà mises en œuvre.

2.5 L'appui aux étudiantes et aux étudiants

Dans leur rapport d'évaluation, les évaluatrices externes notent « la qualité de présence, d'accessibilité et de disponibilité des professeur(e)s de l'École » (p. 23).

En ce qui concerne les bourses, la recommandation 5 veut « que des efforts soient faits par les instances universitaires pour valoriser l'équipe professorale et pour avoir une meilleure reconnaissance scientifique au sein de la structure universitaire du programme de maîtrise pour l'obtention de bourses aux étudiant(e)s » (p. 25). Les membres du CES et de l'AÉTS notent que la transition au nouveau programme a permis aux étudiantes et étudiants d'avoir accès à des bourses auxquelles ils n'avaient pas accès auparavant (p. 3). « Cette année chacun des étudiantes et des étudiants inscrits à la maîtrise a pu soumettre une demande pour la bourse d'innovation sociale en valeur de 7 000$ ayant presque 100% chances de l'obtenir » (p. 3). Le doyen de la FESR note que « la transformation du programme actuel à un programme avec thèse va automatiquement accroître le nombre de bourses disponibles, en particulier celles offertes par le CRSH et la FINB » (p. 2).

2.6 La R-D-C et sa contribution

Les évaluatrices externes notent que « Nos échanges avec la direction et les professeur(e)s ont fait ressortir qu'il y a une volonté de mieux comprendre les milieux autochtones et de développer la recherche sur les réalités des Premières Nations. Des étudiant(e)s de l'Université de Moncton peuvent aller dans ces communautés faire leur stage. » (p. 22).

Elles soulignent l'importance de programmes axés sur la recherche pour répondre aux problèmes sociaux : « Cette demande ne cesse de s'accroître avec les années avec l'ajout de nouvelles problématiques sociales tel que l'aide médicale à mourir, la légalisation de la marijuana, les toxicomanies multiples et le besoin de développer de nouvelles pratiques innovatrices basées sur des données scientifiques » (p. 6).

2.7 Les programmes et le milieu

Dans leur rapport d'évaluation, les évaluatrices externes se disent « en présence d'unité de formation en travail social qui a beaucoup de valeur et qui a un beau rayonnement scientifique dans la communauté acadienne et francophone du Nouveau-Brunswick » (p. 23). Alors que l'Université Sainte-Anne offre un baccalauréat spécialisé en service social, l'Université de Moncton est la seule institution francophone dans les provinces maritimes à offrir la maîtrise :

« Il est très important que la haute administration prenne en considération et reconnaisse que ce programme est le seul offert pour la communauté francophone des provinces de l'Atlantique, et qu'il est un moteur de développement et de rayonnement scientifique au sein et hors des murs de l'Université de Moncton » (p. 6).

Recommandations

Recommandation 1

Que l'École de travail social explore les modalités de l'offre de cours optionnels et de stages afin d'optimiser l'utilisation des ressources.

Recommandation 2

Que l'École de travail social explore de nouvelles stratégies afin de favoriser la complétion de la maîtrise dans les meilleurs délais et qu'elle étudie l'efficacité des stratégies déjà mises en œuvre.

Tableau des inscriptions et des diplômées et diplômés de la Maîtrise en travail social

	INSCRIPTIONS						DIPLÔMÉES/DIPLÔMÉS						
Programme	**2013-2014***	**2014-2015***	**2015-2016***	**2016-2017***	**2017-2018***	**2018-2019**	**2012-2013***	**2013-2014***	**2014-2015***	**2015-2016***	**2016-2017***	**2017-2018**	**2018-2019**
M. en travail social	29	30	25	30	33	31	5	1	9	1	5	2	7
M. en travail social (temps partiel)	5	5	5	4	2	1	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	34	35	30	34	35	32	5	1	9	1	5	2	7

*** Années retrouvées dans les statistiques fournies par le VRAEAP.**

Source : Registrariat (U de M)

D24

CGV-191207

RECOMMANDATIONS DU COMITÉ CONJOINT DE LA PLANIFICATION

Recommandation 1

Que l'École de travail social explore les modalités de l'offre de cours optionnels et de stages afin d'optimiser l'utilisation des ressources.

Recommandation 2

Que l'École de travail social explore de nouvelles stratégies afin de favoriser l'achèvement de la maîtrise dans les meilleurs délais et qu'elle étudie l'efficacité des stratégies déjà mises en œuvre.

UNIVERSITÉ DE MONCTON

Évaluation du programme en Gestion du loisir, sport et tourisme (GLST)

Avis du Vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche au Comité conjoint de la planification

1. Introduction

Les 4 et 5 février 2019, le professeur Denis Auger, de l'Université du Québec à Trois-Rivières, et le professeur François Gravelle, de l'Université d'Ottawa, visitaient le campus de Moncton en tant qu'évaluateurs externes afin d'examiner le programme de Gestion du loisir, sport et tourisme (GLST) et de donner leur avis au sujet de ce programme. Ils ont remis leur rapport d'évaluation le 15 avril 2019.

Comme prévu dans la politique d'évaluation des programmes, l'École de kinésiologie et de loisir ainsi que la doyenne de la Faculté des sciences de la santé et des services communautaires (FSSSC), Natalie Carrier, ont eu l'occasion de réagir au rapport de l'équipe d'évaluation. Leurs rapports datent du 24 mai 2019 et du 27 mai 2019 respectivement.

À la suite de l'étude du rapport d'autoévaluation préparé par les membres du corps professoral du programme en Gestion du loisir, sport et tourisme, du rapport de l'équipe d'évaluation externe Auger et Gravelle et des réactions de l'École de kinésiologie et de loisir et du décanat de la FSSSC à ce rapport, le Vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche présente au Comité conjoint de la planification son rapport d'évaluation du programme en Gestion du loisir, sport et tourisme.

2. Réponse au mandat d'évaluation

Dans le cadre de la reconfiguration du programme à partir de 2009, le nom du programme est passé de Récréologie à Gestion du loisir, sport et tourisme (Autoévaluation, p. 12). Le nombre total de crédits exigés est passé de 126 à 120 crédits (p. 13). La doyenne note que le programme actuel a été adopté en 2013 (p. 1). Il comprend 60 crédits de cours dans la discipline principale, 30 crédits dans les disciplines connexes, et 30 crédits de cours de formation générale ou de cours au choix (Autoévaluation, p. 20).

En 2016, le projet de la Cohorte 20-21 a été créé (Autoévaluation, p. 20). « Il s'agit d'une initiative de l'ÉKL destinée à accueillir un groupe d'étudiantes et étudiants des pays de la francophonie du sud, membres de la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des pays francophones (CONFEJES). […] tout au long de leurs quatre années d'études, des activités spéciales (parfois ouvertes à la communauté) seront organisées par le corps professoral du programme en GLST en collaboration avec l'équipe des Jeux de la Francophonie 2021 afin de leur permettre de découvrir les nombreuses facettes reliées à l'organisation d'un événement d'envergure internationale » (p. 20). Ils devaient terminer le baccalauréat avec un stage de janvier à avril 2021 au sein du Comité organisateur des Jeux de la Francophonie.

2.1 Le contenu du programme et son évolution

Les évaluateurs externes constatent que « le programme dans sa structure actuelle favorise une formation spécifique touchant aux grands enjeux de la profession tout en donnant la chance de se spécialiser dans un domaine spécifique de la gestion des sports, loisirs et tourisme » (1.1.1). Toutefois, ils mentionnent que « les étudiants aimeraient avoir un meilleur équilibre au niveau de la matière couverte dans les cours soit entre les sports, loisirs et tourisme. On semble ressentir que le domaine du tourisme est moins couvert dans les cours » (1.5.3).

L'équipe d'équipe note que l'École souhaiterait « développer une formation menant à la certification en loisir thérapeutique » (1.1.3). Ils soulignent qu'« afin de permettre le bon développement de la nouvelle spécialisation en loisir thérapeutique, il est essentiel de réviser l'offre de cours pour s'assurer que cette formation puisse être offerte dans le cadre du baccalauréat » (1.1.4). L'École de kinésiologie et de loisir est en train de créer les cours GLST3301 *Programmation thérapeutique* et GLST3313 *Aînées et aînés en institution* afin de satisfaire aux critères d'accréditation.

Les évaluateurs externes suggèrent d'offrir la formation en loisir thérapeutique sous forme de mineure et certificat professionnel (1.1.4). Dans sa réplique, l'École affirme que c'est « une idée intéressante que nous explorerons » (1.1.4).

Recommandation 1
Que l'École de kinésiologie et de loisir développe une formation en loisir thérapeutique sous forme de mineure et certificat professionnel.

2.2 La direction et les ressources professorales

Les évaluateurs externes observent que le corps professoral du programme comprend un chargé de cours et quatre professeurs et professeures dont trois ont une charge complète au sein du programme. Ils soulèvent le manque d'expertise professorale dans le domaine de la nouvelle spécialisation que planifie l'École.

Ils soulignent qu'« afin de permettre le bon développement de la nouvelle spécialisation en loisir thérapeutique, il est essentiel d'avoir une ressource professorale certifiée et directement liée au développement de cette spécialisation » (1.2.4). L'École note que la certification de la personne titulaire des cours en Programmation thérapeutique, Aînées et aînés en institution, Éducation au loisir, et Loisir et personnes âgées est prévue pour 2021.

2.3 L'enseignement et les conditions associées

Les évaluateurs externes observent que « la disponibilité des ressources pédagogiques en français se fait rare dans certains domaines. La majorité des textes des outils numériques sont en anglais » (1.3.1).

L'équipe d'évaluation note aussi que « l'absence de salles d'étude dans le CEPS est un obstacle pour certains » (1.3.1). Ils recommandent de « désigner des endroits d'étude et de rencontre afin de favoriser le développement de réseaux de pratique au sein des cohortes étudiantes et des membres du personnel enseignant » (1.3.4). Ils suggèrent aussi d'« établir des espaces/laboratoire pour la recherche du programme » (1.3.4). Dans sa réplique, l'École mentionne que « des rénovations sont souhaitées et demandées depuis un certain temps afin de donner un meilleur environnement de travail pour les personnes étudiantes et les membres du corps professoral » (1.3.4).

Les évaluateurs externes recommandent d'« établir un gabarit générique pour la rédaction des plans de cours du programme » (1.3.4). L'École appuie cette recommandation.

2.4 Les résultats d'apprentissage et leurs atteintes

Les évaluateurs externes observent que « la plupart des étudiants sont satisfaits du programme en gestion du loisir, sport et tourisme et de la manière dont le programme est enseigné. De plus, le programme en gestion du loisir, sport et tourisme semble bien préparer les étudiants au marché du travail » (1.4.2).

Toutefois, l'équipe d'évaluation note que les étudiants et les diplômés ont identifié certaines lacunes au niveau des aspects légaux, des budgets (structure et élaboration), des enjeux politiques, de la communication et de la promotion, et des demandes de commandites (1.4.3). Ils suggèrent donc la création de « nouveaux cours ou ajustement de certains cours pour combler les compétences, qui semblent déficientes, reliées au marché du travail » (1.4.4). Dans sa réplique, l'École explique que « nous procédons annuellement à une évaluation du programme auprès des personnes étudiantes dans le cadre du séminaire de stage » (1.4.4).

Recommandation 2
Que l'École de kinésiologie et de loisir explore les possibilités de combler les compétences reliées au marché du travail.

Ils suggèrent aussi d'« avoir un élément de stages expérientiels plus tôt dans les études de BAC, sous forme de stages d'observation (soit un cours ou à l'intérieur de certains cours, de bénévolat reconnu par le programme, de programme de mentorat » (1.3.3). Ils recommandent d'« établir des activités, tôt dans le programme, pour faire connaître les opportunités d'emplois dans le domaine » (1.4.4). L'École note que « cette recommandation s'intègre bien dans le nouveau programme d'apprentissage expérientiel de l'Université » (1.4.4).

L'équipe d'évaluation soutient que « selon les étudiants, la structure, le nombre et la place des stages dans le programme en gestion du loisir, sport et tourisme est à revoir » (1.4.3). Ils suggèrent d'« étudier la possibilité de modifier la structure actuelle du stage afin de favoriser une expérience plus longue et la possibilité de rémunération » (1.4.4). Dans sa réplique, l'École mentionne que « des démarches ont été entreprises pour des stages rémunérés à l'intérieur du

cadre actuel » (1.4.4). Les évaluateurs suggèrent aussi d'« explorer la possibilité de bénéficier du fond de support à l'apprentissage expérientiel pour bonifier l'expérience d'apprentissage étudiante au programme de Gestion du sport, loisir et tourisme » (1.5.4). L'École affirme que « quelques initiatives d'apprentissages expérientiels ont été menées et nous poursuivons dans cette voie pour d'autres projets » (1.5.4).

Recommandation 3
Que l'École de kinésiologie et de loisir revoie la structure, le nombre et la place des stages dans le programme en gestion du loisir, sport et tourisme afin de favoriser une expérience plus longue et la possibilité de rémunération.

Les évaluateurs externes recommandent « de placer davantage l'accent sur des activités de fin d'étude et de synthèse comme un projet de recherche, des rapports de stage plus exhaustifs, des cours synthèses, des lectures dirigées » (1.5.4). L'École affirme que « nous étudierons la possibilité d'intégrer ces activités dans le cadre du cours de séminaire de synthèse et autres cours appropriés » (1.4.4). Les évaluateurs recommandent également le « développement de plus de cours de recherche dans le programme gestion en loisir, sport et tourisme » (1.6.4).

Recommandation 4
Que l'École de kinésiologie et de loisir place davantage l'accent sur des activités de fin d'étude et de synthèse comme un projet de recherche, des rapports de stage plus exhaustifs, des cours synthèses, ou des lectures dirigées.

Ils constatent aussi que « les objectifs du programme ne sont pas toujours clairs pour les étudiants » (1.4.3). Ils suggèrent de « mettre en évidence dans la description du programme l'importance du loisir, sport et tourisme au développement et au maintien du mieux-être autant au niveau individuel que communautaire » (1.5.4).

Recommandation 5
Que l'École de kinésiologie et de loisir élabore une description du programme qui énonce clairement les objectifs du programme et qui mette en évidence l'importance du loisir, sport et tourisme au développement et au maintien du mieux-être autant au niveau individuel que communautaire.

2.5 L'appui aux étudiantes et aux étudiants

L'équipe d'évaluation note que « la grandeur restreinte des classes favorise une atmosphère où les étudiants ressentent du soutien. Les étudiants reconnaissent la bonne relation entretenue avec les professeurs, tout particulièrement pour les membres de la cohorte 20-21 » (1.5.2).

2.6 La R-D-C et sa contribution

Les évaluateurs externes constatent que « dans l'ensemble, il y a une bonne base de recherche qui se fait par les professeurs et chargés de cours du programme. Ils ont tous participé à des activités scientifiques telles : mener des projets de recherche, écrire des articles scientifiques et

des chapitres de livre, et faire des présentations à des colloques provinciaux, nationaux et internationaux » (1.6.1). Toutefois, ils affirment que « plusieurs intervenants, incluant les professeurs, ont mentionné l'importance de la recherche et qu'il devrait y avoir plus de recherche faite par les membres du corps professoral » (1.6.3).

L'équipe d'évaluation note que « les membres du corps professoral aimeraient avoir un meilleur support de l'administration de l'université (support pour la préparation des demandes de financement, bourse de démarrage interne, etc.) » (1.6.4). Les évaluateurs suggèrent de « mieux utiliser les ressources étudiantes pour réaliser les projets de recherche » et de « donner la chance aux étudiants de publier avec les professeurs lors de la rédaction des articles scientifiques » (1.6.4). Dans sa réplique, l'École explique que « par le biais du nouveau Centre de recherche en kinésiologie, loisir et vie saine (anciennement Institut de leadership), des initiatives permettront de mieux soutenir les membres du corps professoral dans leurs travaux de recherche et ainsi mieux impliquer les étudiants dans le cadre de cours et d'activités » (1.6.4).

Les évaluateurs externes recommandent de « mettre en valeur l'importance du Centre de recherche en kinésiologie, loisir et vie saine (anciennement Institut de leadership) comme outil de développement de la recherche en lien avec le programme gestion en loisir, sport et tourisme » (1.6.4). Ils suggèrent aussi de « mettre en place des activités comme des concours d'affiches ou « ma thèse en 180 secondes » pour valoriser la recherche des professeurs et la recherche étudiante » (1.6.4).

Recommandation 6
Que l'École de kinésiologie et de loisir élabore un plan stratégique de recherche, mettant en valeur l'importance du Centre de recherche en kinésiologie, loisir et vie saine comme outil de développement de la recherche en lien avec le programme en Gestion en loisir, sport et tourisme.

2.7 Les programmes et le milieu

Les évaluateurs externes notent que « dans ses efforts de contribuer au développement et à l'épanouissement de la société, le programme de Gestion du loisir, sport et tourisme travaille à : poursuivre ses démarches de certification en loisir thérapeutique; bonifier les composantes de tourisme et de culture; orienter davantage le programme dans la gestion du mieux-être au sein des communautés et des entreprises; favoriser la nouvelle maîtrise en science de la santé pour les diplômés et les professeurs et professeures du programme » (1.7.1).

L'équipe d'évaluation souligne qu'« une des forces du programme est son étroite relation avec le milieu communautaire et professionnel dans les domaines du sport, des loisirs et du tourisme » (1.1.2). Toutefois, ils suggèrent d'« augmenter le rayonnement et la publicité du programme à l'intérieur et à l'extérieur de l'université (médias sociaux) » (1.8.1.1). L'École mentionne que « les moyens les plus efficaces pour rejoindre notre clientèle cible seront étudiés » (1.8.1.1).

Les évaluateurs externes observent que « les intervenants ont mentionné que le programme est très peu ou pas connu au niveau des écoles secondaires du Nouveau-Brunswick » (1.8.2). Ils

recommandent de « développer des relations avec les écoles secondaires du Nouveau-Brunswick, du reste des maritimes, et même du Québec (CÉGEP) et de l'Ontario » (1.8.2.1). L'École s'engage à « réanimer notre programme de visites dans les écoles secondaires du N.-B. et coordonner nos efforts de recrutement avec les services et ressources universitaires affectées à cette tâche afin de maximiser notre présence à l'extérieur du N.-B. et du Canada » (1.8.2.1).

Les évaluateurs externes recommandent d'« avoir plus d'étudiants internationaux au sein du programme » et d'« exploiter davantage la possibilité de développer des projets de collaboration avec le milieu communautaire permettant aux étudiants d'élargir leur éventail de compétences requises pour devenir des agents de changements » (1.7.3). Ils suggèrent aussi de « mettre en évidence dans la description du programme l'importance du loisir, sport et tourisme au développement et maintien du mieux-être autant au niveau individuel que communautaire » (1.5.4 et 1.7.4). Dans sa réplique, l'École note que « la notion de mieux-être sera mise de l'avant dans les différentes descriptions du programme » (1.5.4). Les évaluateurs recommandent aussi d'« établir plus d'échanges avec d'autres programmes de loisir canadiens et internationaux » (1.8.3.1). L'École affirme son intention de travailler « en collaboration avec le Service de recrutement afin d'identifier les candidats potentiels, notamment en ciblant les pays les plus prometteurs pour notre programme » (1.8.3.1).

Recommandation 7
Que l'École de kinésiologie et de loisir identifie et adopte des stratégies pour augmenter le rayonnement et la publicité du programme à l'intérieur et à l'extérieur de l'université.

Recommandations

Recommandation 1
Que l'École de kinésiologie et de loisir développe une formation en loisir thérapeutique sous forme de mineure et certificat professionnel.

Recommandation 2
Que l'École de kinésiologie et de loisir explore les possibilités de combler les compétences reliées au marché du travail.

Recommandation 3
Que l'École de kinésiologie et de loisir revoie la structure, le nombre et la place des stages dans le programme en gestion du loisir, sport et tourisme afin de favoriser une expérience plus longue et la possibilité de rémunération.

Recommandation 4
Que l'École de kinésiologie et de loisir place davantage l'accent sur des activités de fin d'étude et de synthèse comme un projet de recherche, des rapports de stage plus exhaustifs, des cours synthèses, ou des lectures dirigées.

Recommandation 5
Que l'École de kinésiologie et de loisir élabore une description du programme qui énonce clairement les objectifs du programme et qui mette en évidence l'importance du loisir, sport et tourisme au développement et au maintien du mieux-être autant au niveau individuel que communautaire.

Recommandation 6
Que l'École de kinésiologie et de loisir élabore un plan stratégique de recherche, mettant en valeur l'importance du Centre de recherche en kinésiologie, loisir et vie saine comme outil de développement de la recherche en lien avec le programme en Gestion en loisir, sport et tourisme.

Recommandation 7
Que l'École de kinésiologie et de loisir identifie et adopte des stratégies pour augmenter le rayonnement et la publicité du programme à l'intérieur et à l'extérieur de l'université.

Tableau des inscriptions et des diplômées et diplômés

Baccalauréat en gestion du loisir, sport et tourisme

	INSCRIPTIONS							DIPLÔMÉES/DIPLÔMÉS						
Programme	**2012-2013***	**2013-2014***	**2014-2015***	**2015-2016***	**2016-2017***	**2017-2018***	**2018-2019**	**2012-2013***	**2013-2014***	**2014-2015***	**2015-2016***	**2016-2017***	**2017-2018***	**2018-2019**
B. en récréologie	39	24	12	1				9	15	9	2			
B. en récréologie (UMCE)	1	0	0	0										
B. en gestion du loisir, sport et tourisme		20	40	45	45	40	39			4	5	13	13	8
B. en gestion du loisir, sport et tourisme (UMCE)		0	1	0	1	1	0							
B. en gestion du loisir, sport et tourisme (temps partiel)		1	1	3	2	3	3							
TOTAL	40	45	54	49	48	44	42							

*** Années retrouvées dans le rapport d'autoévaluation.** Source : Registrariat (U de M)

D33

CGV-191207

RECOMMANDATIONS DU COMITÉ CONJOINT DE LA PLANIFICATION

Recommandation 1

Que l'École de kinésiologie et de loisir place davantage l'accent sur des activités de fin d'étude et de synthèse comme un projet de recherche, des rapports de stage plus exhaustifs, des cours synthèses, ou des lectures dirigées.

Recommandation 2

Que l'École de kinésiologie et de loisir développe une formation en loisir thérapeutique sous forme de mineure et certificat professionnel.

Recommandation 3

Que l'École de kinésiologie et de loisir explore les possibilités de combler les compétences reliées au marché du travail.

Recommandation 4

Que l'École de kinésiologie et de loisir revoie la structure, le nombre et la place des stages dans le programme en gestion du loisir, sport et tourisme afin de favoriser une expérience plus longue et la possibilité de rémunération.

Recommandation 5

Que l'École de kinésiologie et de loisir élabore une description du programme qui énonce clairement les objectifs du programme et qui mette en évidence l'importance du loisir, sport et tourisme au développement et au maintien du mieux-être autant au niveau individuel que communautaire.

Recommandation 6

Que l'École de kinésiologie et de loisir élabore un plan stratégique de recherche, mettant en valeur l'importance du Centre de recherche en kinésiologie, loisir et vie saine comme outil de développement de la recherche en lien avec le programme en Gestion en loisir, sport et tourisme.

Recommandation 7

Que l'École de kinésiologie et de loisir identifie et adopte des stratégies pour augmenter le rayonnement et la publicité du programme à l'intérieur et à l'extérieur de l'université.

UNIVERSITÉ DE MONCTON

Évaluation du programme de B.Sc. multidisciplinaire

Avis du Vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche au Comité conjoint de la planification

1. Introduction

Les 7 et 8 novembre 2018, le professeur François Caron, de l'Université Laurentienne, et le professeur Christian Blanchette, de l'Université de Montréal, visitaient le campus de Moncton en tant qu'évaluateurs externes afin d'examiner le programme de baccalauréat ès sciences (B.Sc.) multidisciplinaire et de donner leur avis au sujet de ce programme. Ils ont remis leur rapport d'évaluation le 22 novembre 2018.

Comme prévu dans la politique d'évaluation des programmes, la responsable du programme, Louise Girard, vice-doyenne de la Faculté des sciences, ainsi que le doyen de la Faculté des sciences, Pandurang Ashrit, ont eu l'occasion de réagir au rapport de l'équipe d'évaluation. Leurs rapports datent du 6 février 2019 et du 11 février 2019 respectivement.

À la suite de l'étude du rapport d'autoévaluation préparé par la vice-doyenne de la Faculté des sciences, du rapport de l'équipe d'évaluation externe Caron et Blanchette et des réactions de la responsable du programme et du décanat de la Faculté des sciences à ce rapport, le Vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche présente au Comité conjoint de la planification son rapport d'évaluation du baccalauréat ès sciences multidisciplinaire.

2. Réponse au mandat d'évaluation

Ce programme est géré par la vice-doyenne de la Faculté des sciences et par les doyens des études au campus d'Edmundston et au campus de Shippagan. Les évaluateurs externes notent que le programme a été modifié en 2016 et que l'introduction de la nouvelle structure sera terminée en 2020 (p. 3).

Actuellement, le programme est vu comme un programme de service pour ceux et celles qui ont des difficultés de rendement scolaire, qui doivent compléter des prérequis spécifiques pour des programmes spécialisés, ou qui cherchent à clarifier leur orientation scolaire et professionnelle (p. 4 et 5). Le doyen de la Faculté des sciences note que « les évaluateurs ont une vision totalement différente de cela » (p. 1). À leur avis, le programme a le potentiel de se transformer en formation de généralistes en sciences qui se destinent à « des rôles de gestionnaires dans la fonction publique ou dans l'entreprise privée, dans des postes qui requièrent à la fois une formation scientifique et des compétences de gestion et de communication » (p. 8).

La vice-doyenne de la Faculté des sciences observe que les évaluateurs externes ont répondu au mandat d'évaluation général proposé par l'institution plutôt que celui qui avait été adopté par la Faculté des sciences (p. 1). Elle note que certaines questions ne s'appliquent pas.

2.1 Le contenu du programme et son évolution

Le programme B.Sc. multidisciplinaire (120 crédits) comprend trois mineures de 24 crédits chacune, un tronc commun de 18 crédits ainsi que 30 crédits de formation générale ou de cours au choix (Rapport de la vice-doyenne, p. 2). Deux des trois mineures doivent être rattachées à la Faculté des sciences. Une des trois mineures pourrait être une mineure thématique individualisée.

Les évaluateurs externes soulignent la qualité des mineures offertes par la Faculté des sciences : « Ces mineures reflètent la rigueur des baccalauréats spécialisés », plusieurs menant à « une formation qui dépasse la simple introduction à la discipline (ex. mineure en statistique appliquée) » (p. 4). À leur avis, « il faut célébrer cette qualité de programmes de mineures » (p. 4). La vice-doyenne note qu'« il serait fort utile que le site de l'Université publie une liste des mineures pour que ce soit plus facilement accessible aux personnes étudiantes inscrites dans les programmes de majeures et les programmes multidisciplinaires » (p. 3). Le doyen de la Faculté des sciences mentionne que les évaluateurs « soulignent également la pertinence des mineures hors faculté (géographie, sciences de la gestion, journalisme, etc.) (p. 1).

L'équipe d'évaluation soutient que « le programme conservé dans sa forme actuelle demeurerait utile à l'Université et à ses étudiants. Il pourrait aussi être beaucoup plus » (p. 6). Les évaluateurs recommandent la création d'une nouvelle mineure intitulée *Gestion et communication en science*. La vice-doyenne affirme que « l'idée de créer une nouvelle mineure qui intégrerait, entre autres, des cours de gestion en science, de gestion (ressources humaines, ressources physiques et budget), de gestion de projet, de didactiques des sciences, de communication et de développement de politiques publiques est très bien reçue » (p. 3). Elle note que cette mineure « pourrait être jumelée à n'importe quel programme de majeure en sciences » (p. 3). Elle ajoute qu'« il faudrait toutefois réunir la Faculté d'administration (cours en gestion), la Faculté des sciences de l'éducation (cours de didactique), et la Faculté des arts et sciences sociales (cours en communication et en politiques publiques) et évaluer la faisabilité du projet » (p. 3). Les évaluateurs externes observent « que ce type de collaboration est déjà en place au campus de Shippagan où des cours de gestion de projet sont donnés par des professeurs de science de la gestion, mais dans le cadre du baccalauréat en développement durable et zone côtière » (p. 8).

La vice-doyenne affirme que « le B.Sc. multidisciplinaire est déjà bien connu des gestionnaires, des décanats, des directions de département ainsi que des services aux étudiantes et aux étudiants » (p. 4). Elle est d'accord avec les évaluateurs externes qu'une campagne de publicité devrait se faire après l'ajout de la nouvelle mineure : « Une campagne de marketing illustrant les finalités du programme, les compétences acquises, les possibilités de combinaison de mineures, les postes auxquels le programme donne accès devrait être entreprise auprès de la clientèle étudiante et du personnel » (p. 4).

Le doyen de la Faculté des sciences indique que « la Faculté est tout à fait d'accord avec les démarches proposées par la vice-doyenne et appuie ses efforts pour examiner la faisabilité d'une nouvelle mineure, de rendre le programme plus visible et attrayant et d'en expliciter les finalités

professionnelles » (p. 2). Par contre, il affirme que « les stratégies suggérées ne peuvent être efficaces que si le nombre d'inscriptions dans ce programme augmente » (p. 2), ce qui rappelle la question de la poule et de l'œuf.

Recommandation 1
Que la Faculté des sciences examine la faisabilité d'une nouvelle mineure qui intégrerait, entre autres, des cours de gestion en science, de gestion (ressources humaines, ressources physiques et budget), de gestion de projet, de didactiques des sciences, de communication et de développement de politiques publiques.

2.2 La direction et les ressources professorales

Les évaluateurs externes observent que les membres du programme constituent « une équipe de professeurs de qualité dont l'engagement envers leurs rôles de chercheurs, d'enseignants et de mentors est remarquable et doit être souligné ». Ils notent que « la responsable à Moncton porte une attention particulière au bien-être et au destin de ses étudiants » (p. X). Ils soulignent également l'enthousiasme et le dynamisme des techniciennes et techniciens de laboratoire (p. 9).

2.3 L'enseignement et les conditions associées

L'équipe d'évaluation note que « les locaux sont adéquats, les étudiants semblent y trouver maison, le corps professoral semble y être à l'aise » (p. 13). La vice-doyenne mentionne qu'il existe des espaces informels pour les étudiantes et les étudiants à la Faculté des sciences mais que la salle d'études et le salon étudiant ont été repris et adaptés à d'autres besoins (p. 4). Elle note que tout le campus est équipé d'antennes WiFi.

En ce qui a trait à la pédagogie, les évaluateurs externes mentionnent les « grandes diversités d'approches pédagogiques, tant dans les apprentissages théoriques que dans les laboratoires et les travaux requis des étudiants » (p. 15).

2.4 Les résultats d'apprentissage et leurs atteintes

Les évaluateurs externes notent que « les résultats d'apprentissage sont clairement définis » (p. 14). Ils recommandent la « création d'une activité de synthèse pour le programme permettant l'intégration dans un contexte multidisciplinaire voire interdisciplinaire des notions de sciences acquises » (p. 16). La vice-doyenne affirme que « la création d'une activité de synthèse est un défi, mais n'est pas impossible. Il faudrait explorer la question » (p. 5).

Recommandation 2
Que la Faculté des sciences examine la faisabilité de créer une activité de synthèse permettant l'intégration dans un contexte multidisciplinaire voire interdisciplinaire des notions de sciences acquises.

2.5 L'appui aux étudiantes et aux étudiants

L'équipe d'évaluation suggère d'identifier les mineures les plus pertinentes à prendre, de fournir aux étudiantes et étudiants un modèle de quelques mineures thématiques, de mieux expliciter les objectifs du programme et d'afficher des exemples de feuille de route sur la page web du programme. La vice-doyenne note que « nous sommes en faveur de mieux faire connaitre le programme B.Sc. multidisciplinaire et en expliciter les multiples possibilités » (p. 6).

Recommandation 3
Que la Faculté des sciences identifie les mineures les plus pertinentes à prendre, fournisse aux étudiantes et étudiants un modèle de quelques mineures thématiques, explicite davantage les objectifs du programme et affiche des exemples de feuille de route sur la page web du programme.

2.6 La R-D-C et sa contribution

La vice-doyenne note qu'aucun membre du corps professoral n'est rattaché au programme (p. 6).

2.7 Les programmes et le milieu

La vice-doyenne indique que « les personnes inscrites au B.Sc. multidisciplinaire font partie du Conseil étudiant des programmes spéciaux qui regroupe un ensemble de programmes non reliés aux cinq départements de la Faculté des sciences » (p. 7).

À l'avis des évaluateurs externes, « le programme de baccalauréat ès sciences multidisciplinaire a le potentiel de devenir un programme original dont la pertinence professionnelle est à même d'être facilement reformulée pour être clairement reconnu comme tel par les étudiants et la communauté néo-brunswickoise. Une offre de formation renouvelée et complémentaire à celles des B.Sc. spécialisés mis de l'avant par la Faculté des sciences » (p. 8).

Recommandations

Recommandation 1
Que la Faculté des sciences examine la faisabilité d'une nouvelle mineure qui intégrerait, entre autres, des cours de gestion en science, de gestion (ressources humaines, ressources physiques et budget), de gestion de projet, de didactiques des sciences, de communication et de développement de politiques publiques.

Recommandation 2
Que la Faculté des sciences examine la faisabilité de créer une activité de synthèse permettant l'intégration dans un contexte multidisciplinaire voire interdisciplinaire des notions de sciences acquises.

Recommandation 3
Que la Faculté des sciences identifie les mineures les plus pertinentes à prendre, fournisse aux étudiantes et étudiants un modèle de quelques mineures thématiques, explicite davantage les objectifs du programme et affiche des exemples de feuille de route sur la page web du programme.

Tableau des inscriptions et des diplômées et diplômés

Baccalauréat ès sciences multidisciplinaire

INSCRIPTIONS								DIPLÔMÉES/DIPLÔMÉS							
Programme	**2012-2013***	**2013-2014***	**2014-2015***	**2015-2016***	**2016-2017***	**2017-2018**	**2018-2019**	**2011-2012***	**2012-2013***	**2013-2014***	**2014-2015***	**2015-2016***	**2016-2017***	**2017-2018**	**2018-2019**
B. ès sciences multidisciplinaire (temps complet)	35	30	28	24	20	20	15	6	1	4	3	1	0	3	0
B. ès sciences multidisciplinaire (temps partiel)	3	0	0	1	2	2	0								
Total	38	30	28	25	22	22	15	6	1	4	3	1	0	3	0

*** Années retrouvées dans le rapport d'autoévaluation.**

Source : Registrariat (U de M)

D40

CGV-191207

RECOMMANDATIONS DU COMITÉ CONJOINT DE LA PLANIFICATION

Recommandation 1

Que la Faculté des sciences examine la faisabilité d'une nouvelle mineure qui intégrerait, entre autres, des cours de gestion en science, de gestion (ressources humaines, ressources physiques et budget), de gestion de projet, de didactiques des sciences, de communication et de développement de politiques publiques.

Recommandation 2

Que la Faculté des sciences examine la faisabilité de créer une activité de synthèse permettant l'intégration dans un contexte multidisciplinaire voire interdisciplinaire des notions de sciences acquises.

Recommandation 3

Que la Faculté des sciences identifie les mineures les plus pertinentes à prendre, fournisse aux étudiantes et étudiants un modèle de quelques mineures thématiques, explicite davantage les objectifs du programme et affiche des exemples de feuille de route sur la page Web du programme.